

**Allocution du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, lors de la conférence
donnée au Policy Exchange sur le thème :**

« *The Islamist challenge: how should free societies now respond ?* »

Londres – 31 mars 2025.

Cher Lord Godson, chers tous,

C'est un honneur, pour le ministre français que je suis, de pouvoir intervenir dans le cadre de la conférence en mémoire de Colin Cramphorn, au sein du Policy Exchange dont les réflexions font autorité dans l'ensemble du monde occidental, et qui fait la fierté, à juste titre, de la grande démocratie britannique.

Cher Lord Godson, c'est un plaisir de vous retrouver. J'ai eu la joie, grâce au professeur Gilles Kepel, que je veux saluer et remercier, de vous recevoir à Paris, voilà quelques mois, au Ministère de l'Intérieur. Je dois dire qu'immédiatement, nous nous sommes compris, malgré mon anglais défaillant, et votre français étonnant... Nous nous sommes compris car au fond, nous parlons la même langue : celle de la liberté.

La liberté constitue la basse continue de la civilisation occidentale. Mais elle n'est pas seulement un héritage à faire vivre : elle est une promesse à tenir, un combat à poursuivre. Ce combat est le nôtre. Car il est français autant que britannique. « La liberté ne se donne pas, elle se mérite » affirmait Winston Churchill. Charles de Gaulle ne disait pas autre chose lorsqu'il rappelait aux Français qu'il existe « un pacte vingt fois séculaire entre la France et la liberté du monde ». Ce pacte, nos deux nations l'ont honoré à maintes reprises, souvent côte à côte. Car des tranchées de la Somme aux plages de Ouistreham, Français et Britanniques ont mêlé leur sang pour défendre la liberté.

Oui, la liberté ne se donne pas, car elle est toujours un combat. Et ce combat est un combat difficile. Parce qu'il nous place constamment sur une ligne de crête. Cette ligne de crête que Montesquieu résumait par ces mots : « la liberté ne s'obtient que par des coups d'éclat, mais elle se perd par une force insensible ».

L'histoire nous a enseigné que pour sa survie, la démocratie libérale devait savoir rendre coup pour coup. Mais tous les coups ne lui sont pas permis. Parce qu'à cette force insensible qu'évoquait Montesquieu, la liberté oppose une force morale. Elle n'est pas sans limites. Et elle n'est pas, non plus, sans risques. Cela, nos ennemis l'ont toujours compris. C'est pourquoi ont-ils toujours cherché à retourner nos principes libéraux contre la liberté elle-même. C'est ce que firent les fascistes et les nationaux-socialistes qui transformèrent des élections libres en marchepied de leur entreprise totalitaire : « Nous sommes prêts à utiliser tous les moyens légaux pour renverser l'actuel état de choses », déclarait le sinistre Joseph Goebbels, en avril 1928. Et ajoutait-il, menaçant : « nous venons en ennemis, comme le loup s'attaque à un nouveau troupeau de mouton ».

Aujourd'hui, un nouveau prédateur vient en ennemi et s'attaque à nos nations libres depuis l'intérieur : je veux parler de l'ennemi islamiste. Comme les fauves des années sombres, il s'est fait une place dans l'enclos de nos libertés, pour mieux les subvertir, pour mieux les anéantir. Ce n'est pas mon interprétation, ce sont ses déclarations. Celles de Youssef Al-Qarâdawî, l'une des plus grandes figures des Frères musulmans, qui en 2002, déclarait ceci : « Avec vos lois démocratiques, nous vous coloniserons. Avec nos lois coraniques, nous vous dominerons. »

Ces mots sont des mots de haine. Et je ne confondrai jamais la foi musulmane avec cette haine islamiste qui la défigure. Cette distinction, nous y tenons. Comme nous tenons à cette liberté dont l'émergence a accompagné la naissance du libéralisme politique en Europe : je veux parler de la liberté religieuse. Elle constitue un principe fondamental pour nos deux démocraties. Mais un principe que, là encore, les islamistes retournent contre nos régimes de liberté. Car c'est désormais dans la langue de la tolérance que l'islamisme politique promeut l'intolérable. C'est au nom de la tolérance religieuse qu'il justifie l'excision, la polygamie ou le voilement des petites filles. Comme c'est au nom de la liberté d'enseignement, ou de nos libertés associatives, qu'il développe un entrisme islamiste dans les écoles, les clubs de sport ou dans le domaine social. Comme c'est au nom de la liberté d'expression qu'aujourd'hui, de chaque côté de la Manche, des partisans de l'Islam radical, soutiens du Hamas ou du Hezbollah, affichent ouvertement leur haine des juifs, avec – je veux le dire ici – la complicité d'une extrême gauche coupable. Cette extrême gauche qui non seulement

relativise l'explosion de l'antisémitisme, mais qui pactise avec les pires antisémites.

Alors faut-il en rabattre sur ces libertés fondamentales ? Faut-il affirmer à la suite d'Antoine de Saint Just « qu'il n'y a point de liberté pour les ennemis de la liberté », au risque de renier les idéaux qu'il nous revient de défendre ? Faut-il pour nous sauver nous-mêmes, que nous renoncions à nous-mêmes ?

Tel est, à première vue, le dilemme auquel sont confrontées la France, la Grande-Bretagne, et avec elles toutes les démocraties occidentales aux prises avec l'islamisme politique. Mais à première vue, seulement. Car en réalité, si ce dernier prospère au sein de nos nations, c'est précisément parce que nous sommes en train de renoncer à nous-mêmes, c'est parce que nous ne nous connaissons plus nous-mêmes, au point de faire dire à nos principes libéraux ce qu'ils ne disent pas, ce qu'ils ne sont pas. Et c'est ce chemin ouvert par nos renoncements qui a pavé la voie à l'islamisme politique.

Le premier de ces renoncements tient à l'idée que se font désormais nos sociétés modernes de la liberté. Une liberté absolutisée, qui ne supporte aucune entrave, qui ne se reconnaît aucune limite. En son temps, Chesterton parlait d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles. Un siècle plus tard, les vertus libérales leur ont emboité le pas et vagabondent, elles aussi, toutes seules. Car cette liberté absolutisée ne se fonde que sur elle-même : c'est-à-dire sur le règne exclusif des droits individuels. A tel point qu'aujourd'hui, le droit se retourne contre la loi. Au bénéfice de l'islamisme politique. De ce point de vue, certaines jurisprudences européennes sont très significatives. Car c'est au nom de cette interprétation radicale des droits individuels, qu'en 2022, la Cour européenne des droits de l'homme a contraint la République française à rapatrier tous les proches des djihadistes français partis se battre aux côtés de l'Etat islamique. Un an plus tard, en 2023, la même Cour avait interdit à la France d'expulser un ressortissant Ouzbek appartenant à la mouvance djihadiste, au motif que sa vie pouvait être menacée dans son pays d'origine. Comme elle l'avait d'ailleurs fait dès 2009 en s'opposant, là aussi, à l'éloignement d'un Algérien vers son pays d'origine, pourtant condamné pour terrorisme, et déchu de la nationalité française, au motif qu'il aurait pu subir de mauvais traitements en Algérie.

Sur quoi se fondent de telles décisions ? Pas sur les textes : il n'est inscrit nulle part dans les traités européens, ou dans les législations de nos nations, qu'un

étranger islamiste - qui plus est terroriste - bénéficierait d'un droit au séjour illimité au sein de la société qu'il combat. Pas, non plus, sur la tradition libérale : « le peuple a le droit de repousser une violence présente », soulignait John Locke. Nier ce droit, c'est donc nous renier nous-mêmes. C'est trahir l'exigence que doit incarner l'Etat libéral qui est de garantir la première des libertés : à savoir la sécurité des citoyens. C'est aussi fouler aux pieds le principe de souveraineté populaire. Car c'est un fait qu'en France, comme dans toute l'Europe, ces décisions jurisprudentielles n'ont pas l'assentiment majoritaire des peuples, mais qu'elles s'inscrivent au contraire dans une vision minoritaire, portée par des élites progressistes, qui ne vivent pas les conséquences des problèmes qu'ils causent.

C'est pourquoi je me bats, en France, pour que sur la rétention et l'expulsion des étrangers radicalisés, la règle de droit protège d'abord la société, plutôt que l'islamiste qui la menace. Quitte à changer la règle, si elle ne protège plus. Car le droit est une matière vivante : le nier, c'est mettre la démocratie libérale au point mort, la condamner à tous les immobilismes, et donc à tous les populismes. Prenons garde : c'est sur ce sentiment que le pouvoir n'a plus vraiment le pouvoir que prospèrent tous les démagogues, dans toutes nos nations occidentales. Et si dans nos démocraties, le politique ne reprend pas le pouvoir, alors les citoyens n'auront d'autre choix, pour se prémunir de la radicalité islamiste, que de céder aux facilités ou aux brutalités populistes. Je ne le souhaite pas. Je ne le veux pas.

Le second renoncement qui est aujourd'hui à l'œuvre dans nos démocraties libérales, et dont l'islamisme politique tire profit, tient à l'exercice de la raison critique. Elle fait la grandeur de nos sociétés libres, capables de porter un regard distant sur elles-mêmes. Mais aujourd'hui, la critique a supplanté la raison. L'examen de conscience a laissé place à la mauvaise conscience, qui culmine jusqu'à la haine de soi, jusqu'à cette oïkophobie – cette détestation du foyer, cette répudiation de l'héritage – que dénonçait si justement le regretté Roger Scruton dans *L'Angleterre et le besoin des nations*. Cette haine de soi s'incarne désormais dans l'idéologie woke. Cette idéologie qui ne voit dans notre liberté et notre égalité que des chimères destinées à masquer des systèmes de domination, et dans nos histoires nationales qu'une succession de crimes, qu'il conviendrait d'absoudre par leur déconstruction. Cette tempête destructrice,

cette pulsion nihiliste, n'épargnent aucune de nos démocraties libérales. Ni aucune de nos grandes figures. En France, on a voulu faire tomber Colbert de son siège, devant l'Assemblée nationale. Ici, au Royaume-Uni, c'est Cecil Rhodes, dont certains étudiants d'Oxford ont voulu déboulonner la statue ; c'est même la figure du grand Winston Churchill, que j'évoquais précédemment, qui a été dégradée.

Si j'évoque ce sujet, c'est parce que l'islamisme politique a su se glisser dans les habits neufs du wokisme. C'est parce qu'il a repris à son compte ce grand récit victimaire pour présenter les musulmans d'Europe comme les nouveaux boucs émissaires, les nouveaux damnés de la terre. En témoigne l'usage abusif que l'islamisme politique, comme l'idéologie woke, font d'un terme que Français et Britanniques connaissent bien désormais : le terme d'islamophobie. Ce terme ne vise plus seulement à dénoncer légitimement des actes d'hostilité à l'égard des populations musulmanes, et qui doivent être sévèrement punis. Il vise, trop souvent, à neutraliser tout questionnement sur l'islam, et même tout avertissement sur l'islamisme politique. L'islamophobie sert ainsi de gaz incapacitant pour les islamistes et leurs alliés : ils l'utilisent pour tétaniser les consciences, paralyser les volontés. Et cela, les héritiers de Voltaire et de Hume ne peuvent l'accepter. Ce n'est pas être islamophobe que de considérer que l'islam, comme toutes les religions, peut être critiqué, et même caricaturé. C'est la liberté d'expression. Ce n'est pas être islamophobe que de vouloir préserver, comme nous le voulons en France, cet espace commun que dessine la laïcité française. C'est le choix d'un peuple qui, parce qu'il a été marqué au fer rouge des guerres de religions, sait que le politique et le religieux ne se portent bien que séparés, et qu'à chaque sphère doit correspondre un principe régulateur propre : la liberté dans la sphère privée, la neutralité dans la sphère publique, la discrétion dans la sphère civile. De même, ce n'est pas être islamophobe que d'estimer que, compte tenu des désordres migratoires et des problèmes d'intégration qu'ils causent, nos nations ne peuvent accueillir toujours plus de nouveaux venus. C'est le droit de chaque peuple à réguler son immigration. Et ce droit a quelque chose à avoir avec celui qu'évoquait le Président Wilson au siècle dernier : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce discours victimaire, nos démocraties doivent donc le refuser. Cette mauvaise conscience, nos nations doivent s'en prémunir. Car la haine de soi, toujours,

nourrit la haine des autres. Prenons garde : entre l'islamisme politique et le wokisme, une convergence des haines s'est déjà établie, pour faire la jonction entre les territoires gagnés par le séparatisme islamiste et les bastions conquis par la cancel culture. Je pense en particulier aux universités. Dans tout l'Occident, ces temples de la liberté de l'esprit subissent les assauts d'une nouvelle pensée totalitaire : cette pensée dresse des listes, allume des bûchers, et va jusqu'à tordre le sens des mots. Car pour ces nouveaux totalitaires, l'antiracisme, c'est l'antisémitisme ; la liberté des femmes, c'est le niqab ou le hijab. Présenter le voile comme une émancipation alors qu'en Iran, ou sous d'autres régimes de fer, des femmes meurent pour l'avoir enlevé, est profondément désolant et inquiétant. Il y a là une forme de capitulation morale d'un Occident fatigué, prêt au nom d'une diversité mal comprise, d'une liberté mal apprise, à renoncer à l'une de ses plus belles conquêtes : l'égalité entre les hommes et les femmes. Chers amis britanniques, je vous pose la question, je nous pose la question : qu'avons-nous fait des promesses de la civilisation occidentale ?

Ce qui m'amène au troisième et dernier renoncement que je voudrais évoquer : le renoncement à ce que nous sommes, en tant que civilisation, en tant que nations. Nos démocraties sont le produit d'une longue sédimentation historique. Il a fallu la philosophie des Grecs, la vertu des Romains, le génie du christianisme puis l'éclat des Lumières européennes, pour que nos principes libéraux viennent à la vie. Comment enseigner aux nouvelles générations ces principes, comment exiger des nouveaux venus qu'ils les fassent leurs, si nous détachons ces principes du patrimoine qui les contient, si nous dénisons à nos nations le droit à la continuité historique ? Car sur quoi repose d'abord l'obéissance aux lois, dans une nation, sinon sur le sentiment d'appartenance qui unit tous ses membres ? Il n'y a pas de civisme sans patriotisme : pour tous les peuples, l'adhésion aux règles communes n'est jamais que l'expression d'une commune affection, pour un héritage à préserver, pour un pays à aimer.

Que donnons-nous à aimer aux peuples occidentaux ? Le relativisme et le consumérisme ont vidé les cœurs, et l'islamisme politique s'emploie aujourd'hui à les remplir. A la froideur des solitudes individualistes, il oppose la chaleur d'une appartenance, celle de la Oumma. A l'anonymat auquel condamne l'indifférenciation des cultures, les salafistes répondent par l'identité retrouvée,

la mémoire restaurée, celle du Califat. Comme toutes les grandes idéologies, l'islamisme politique est d'abord un récit : parce qu'elles tendent à considérer que l'histoire commence avec elles, nos démocraties modernes ont oublié le leur. Alors l'islamisme politique écrit chez nous, à notre place, une histoire qui n'est pas la nôtre, et il le fait avec une part des nôtres. Ne le laissons pas faire. Renouons les fils de notre histoire. Retissons ces liens invisibles que sont le sentiment national, la transmission de la culture et la fierté d'appartenir à une grande civilisation. Car pour rester nous-mêmes, pour nous retrouver nous-mêmes, il nous faut dire à nos peuples qu'être libre, ce n'est pas être de partout, que la liberté doit s'enraciner quelque part : soyons des « somewhere » plutôt que des « anywhere », pour reprendre les mots du talentueux David Goodhart. Soyons-le, évidemment, en restant fidèles à nos principes universels, sans jamais rien céder aux funestes conceptions ethnicistes : en France comme en Angleterre, nombreux sont ceux qui, issus des territoires de nos anciens empires, ou venus d'ailleurs, portent haut nos valeurs et nos couleurs, font la fierté de nos deux peuples, conjuguent leur foi avec celle qu'ils mettent dans nos vieilles nations.

Prenons conscience que sans le support de l'identité, et sans le renfort de repères sûrs et de limites claires, la liberté n'est qu'une feuille morte. Et c'est pourquoi, je le crois, le libéralisme authentique ne va pas sans un conservatisme assumé. « Réformer ce qu'il faut, conserver ce qui vaut » : cette maxime de Benjamin Disraeli, nous pouvons l'appliquer à ce combat commun contre l'islamisme politique. Oui, s'il le faut, réformons notre droit, changeons nos législations pour qu'elles puissent parer à toutes les offensives des radicaux. Mais par-dessus tout : conservons ce qui fait la sève de nos nations, ce qui fait la vie de notre civilisation.

Retrouvons le sens de ce que nous sommes, et pour cela gardons à l'esprit ces vers magnifiques de Tennyson :

Bien que beaucoup ait été pris, il nous en reste beaucoup,

Et si nous avons perdu cette force

Qui autrefois remuait la terre et le ciel,
Ce que nous sommes, nous le sommes,
Des cœurs héroïques et d'une même trempe,
Affaiblis par le temps et le destin,
Mais forts par la volonté
De chercher, lutter, trouver, et ne rien céder.

Chers amis Britanniques, ne cédonz rien : soyons ces cœurs héroïques, comme nous l'avons été si souvent, ensemble ; et comme nous devons l'être de nouveau aujourd'hui, pour la liberté que nous chérissons, pour nos nations que nous aimons. Je vous remercie de votre attention.